

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 1821

[S - C - 99/29155]

8 FEVRIER 1999. — Décret modifiant le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, tel que modifié par les décrets des 22 décembre 1983, 12 mars 1990, 26 juin 1992 et 6 avril 1998 (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 2, d), du décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, est remplacé par le texte suivant :

« d) mener des recherches et constituer une documentation dans toutes les disciplines intéressées, recueillir et traiter des données médico-sociales à caractère personnel relatives à la santé des mères ou des futures mères et des enfants; ».

Art. 2. Un article 2bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 2bis. Après avis de l'Office, le Gouvernement peut arrêter les conditions auxquelles des institutions et services en matière de naissance et d'enfance peuvent être agréés par l'Office, en privilégiant les projets ancrés dans la réalité locale, en partenariat ou en collaboration.

Après avis de l'Office, le Gouvernement peut prévoir les conditions et modalités suivant lesquelles l'agrément par l'Office ouvre le droit à l'octroi de subventions.

Les avis de l'Office prévus aux alinéas 1^{er} et 2 sont donnés d'initiative ou à la demande du ministre compétent. Lorsque le ministre compétent sollicite ces avis, ceux-ci sont rendus endéans le mois.

A défaut d'avis de l'Office dans le délai visé à l'alinéa 3, le Gouvernement peut arrêter les conditions et les modalités prévues aux alinéas 1^{er} et 2. »

Art. 3. L'article 4, 4°, du même décret est remplacé par le texte suivant :

« 4° l'intégralité des contributions des parents ou des tiers dans le coût des services; le Gouvernement arrête les montants de ces contributions. Les modalités de perception des contributions sont déterminées par l'Office et soumises à l'approbation du Gouvernement; ».

Art. 4. L'article 5 du même décret, modifié par le décret du 22 décembre 1983, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. - § 1^{er}. Nul, étranger au milieu familial de vie de l'enfant, ne peut organiser la garde d'enfants de moins de douze ans de manière régulière sans le déclarer préalablement à l'Office et sans se conformer à un code de qualité de l'accueil arrêté par le Gouvernement après avis de l'Office.

L'absence de déclaration préalable à l'Office sera punie d'une amende de vingt-six à cinq cents francs.

L'Office délivre une attestation de qualité aux institutions et services visés aux articles 2, b), et 2bis, qui respectent le code de qualité de l'accueil et se soumettent à la surveillance de l'Office.

L'attestation de qualité est délivrée dans les trente jours qui suivent la demande introduite conformément aux dispositions prévues par l'Office. L'Office peut retirer l'attestation de qualité lorsque l'institution ou le service visé à l'article 2, b), ou 2bis, ne se soumet plus à sa surveillance ou ne respecte pas le code de qualité de l'accueil. L'Office transmet au collège des bourgmestre et échevins de la commune concernée les coordonnées des institutions ou services recevant l'attestation de qualité.

§ 2. Nul, étranger au milieu familial de vie de l'enfant, ne peut prendre en garde, sauf de manière occasionnelle, des enfants âgés de moins de six ans sans en avoir obtenu l'autorisation préalable de l'Office. Cette autorisation doit être délivrée dans les deux mois. L'Office prend l'avis du collège des bourgmestre et échevins dans le champ des compétences communales. Le collège des bourgmestre et échevins rend son avis dans les 30 jours de la réception de cette demande d'avis. A défaut de réponse dans le délai visé, l'avis est réputé positif. L'Office transmet au collège des bourgmestre et échevins concerné copie de sa décision. L'autorisation n'est pas requise pour les établissements d'enseignement fondamental ou secondaire, ordinaire ou spécial, organisés ou subventionnés par la Communauté ni pour les services de garde organisés par le pouvoir organisateur de ces établissements, ni pour les services ou institutions dont la liste est arrêtée par le Gouvernement, agréés en vertu d'un décret. Cette autorisation peut être refusée ou retirée par l'Office sur base des critères qu'il prévoit, tels qu'approuvés par le Gouvernement. Quiconque a pris en garde un enfant de moins de six ans en infraction au présent paragraphe sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six à cinq mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 3. Les faits érigés en infractions par le présent article peuvent être poursuivis sur plainte de l'Office. Celui-ci agit d'initiative ou à la demande du ministre compétent. »

Art. 5. L'article 6 du même décret, modifié par le décret du 22 décembre 1983, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. L'Office est géré par un conseil d'administration composé de vingt membres, nommés par le Gouvernement.

Les membres sont choisis parmi les personnes justifiant d'une expérience ou d'une connaissance dans le domaine des missions de l'Office, un tiers des membres au plus ayant la qualité de membre du personnel ou de responsable d'un service ou d'une institution bénéficiant d'un agrément ou d'une subvention de l'Office, un tiers des membres au plus ayant la qualité de mandataire politique élu ou nommé.

Six membres sont nommés sur proposition de la Région wallonne.

Deux membres sont nommés sur proposition de la Commission communautaire française.

En l'absence de proposition de la Région wallonne ou de la Commission communautaire française dans un délai d'un mois, le Gouvernement complète le conseil d'administration. »

Art. 6. L'article 7 du même décret est remplacé comme suit :

« Article 7. § 1^{er}. Les membres du conseil d'administration sont nommés pour un terme de 5 ans renouvelable. La qualité de membre est incompatible :

- 1° avec la qualité de membre d'un gouvernement, d'un cabinet ministériel ou d'attaché parlementaire;
- 2° avec la qualité de membre d'une assemblée législative européenne, fédérale, communautaire, régionale et d'un conseil provincial;
- 3° avec la qualité de gouverneur de province, de commissaire d'arrondissement;
- 4° avec la qualité de membre du personnel de l'Office;
- 5° avec l'appartenance à une association qui ne respecte pas les principes démocratiques énoncés notamment par la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Si un membre du conseil d'administration démissionne, décède ou est révoqué, il est remplacé selon la même procédure que celle qui a présidé à sa nomination. Le remplaçant achève le mandat du membre qui a démissionné, est décédé ou a été révoqué.

§ 2. Le Gouvernement peut, sur la proposition du conseil d'administration de l'Office, révoquer le membre du conseil d'administration qui :

- 1° a accompli un acte incompatible avec la mission de l'Office telle que définie à l'article 2;
- 2° a commis une faute ou une négligence grave dans l'exercice de son mandat;
- 3° n'a pas exercé son mandat, sans motif légitime, notamment en s'absentant plus de trois fois consécutives des réunions des organes de gestion dont il est membre;
- 4° exerce une activité incompatible, telle que définie au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°.

Le conseil d'administration de l'Office entend l'intéressé avant que sa révocation soit proposée au Gouvernement.

§ 3. Tout membre du conseil d'administration frappé d'une incompatibilité telle que définie au § 1^{er}, 1° à 4°, est démis de plein droit.

Art. 7. L'article 16, alinéa 2, du même décret est remplacé par le texte suivant :

« Les écoles de santé publique de la Communauté française sont représentées chacune par un membre au sein du Conseil scientifique. »

Art. 8. Il est inséré dans le chapitre II du même décret, une section 4, rédigée comme suit :

« Section 4. — Le Conseil d'avis :

Article 17bis. Il est créé un Conseil d'avis dont la composition est fixée par le Gouvernement.

Ce Conseil a pour mission de donner un avis sur toute question en rapport avec la mission de l'Office telle que définie à l'article 2.

Les avis sont donnés, d'initiative ou à la demande du ministre compétent ou à celle des organes de gestion. Les avis sont transmis par l'entremise des organes de gestion. »

Art. 9. L'article 20, § 2, du même décret, est remplacé par la disposition suivante :

« Le contrôle de l'Office est exercé à l'intervention de deux commissaires, nommés par le Gouvernement, l'un sur proposition du ministre compétent, l'autre sur proposition du ministre du Budget.

Le Gouvernement nomme, sur proposition de la Région wallonne et de la Commission communautaire française, deux délégués. Ceux-ci peuvent assister au conseil d'administration et au bureau de l'Office. Ils peuvent joindre un recours à celui d'un commissaire visé à l'alinéa 1^{er}. Le recours d'un délégué concerne des décisions relatives à la mise en œuvre des moyens en personnel ou financiers en provenance de la Région wallonne, de la Région de Bruxelles-Capitale ou de la Commission communautaire française. »

Art. 10. L'article 20, du même décret, modifié par les décrets des 12 mars 1990 et 26 juin 1992, est complété par le paragraphe suivant :

« § 6. Le Gouvernement peut instituer au sein de l'Office un Fonds financé conformément aux dispositions qu'il arrête et permettant l'octroi de subventions. »

Art. 11. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 5, 6, 7 et 9 qui entrent en vigueur aux dates fixées par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 8 février 1999.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—
Note

(1) *Session 1997-1998.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 246-1. — Avis du Conseil d'Etat : n° 246-2.

Session 1998-1999.

Documents du Conseil. — Amendements de commissions, n°s 246-3 à 246-24. — Rapport : n° 24625.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 26 janvier 1999.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 1821

[C — 99/29155]

8 FEBRUARI 1999. — Decreet tot wijziging van het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », zoals gewijzigd bij de decreten van 22 december 1983, 12 maart 1990, 26 juni 1992 en 6 april 1998 (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 2, d), van het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » wordt door de volgende tekst vervangen :

« d) opzoeken uitvoeren en een documentatie in alle betrokken disciplines samenstellen, medisch-sociale gegevens van persoonlijke aard inwinnen en bewerken betreffende de gezondheid van de moeders of aanstaande moeders en de kinderen; ».

Art. 2. Er wordt een artikel 2bis, luidend als volgt, in hetzelfde decreet ingevoegd :

« Artikel 2bis. Na advies van de « Office », kan de Regering de voorwaarden vaststellen waaronder instellingen en diensten inzake geboorte en kinderopvang erkend kunnen worden door de « Office », met vooropstelling van de projecten die in de plaatselijke werkelijkheid verankerd zijn, als partnerschap of als medewerking.

Na advies van de « Office », kan de Regering de voorwaarden en de nadere regels bepalen voor de erkenning door de « Office » waarbij toelagen toegekend kunnen worden.

De adviezen van de « Office » bedoeld bij de leden 1 en 2 worden op initiatief of op aanvraag van de bevoegde Minister verleend. Wanneer de bevoegde Minister deze adviezen aanvraagt, worden deze binnen de maand uitgebracht.

Bij gebrek aan advies van de « Office » binnen de bij lid 3 bepaalde termijn, kan de Regering de voorwaarden en de nadere regels bedoeld bij de leden 1 en 2 vastleggen. »

Art. 3. Artikel 4, 4°, van hetzelfde decreet wordt door de volgende tekst vervangen :

« 4° het geheel van de bijdragen van de ouders of derden in de kosten van de diensten; de Regering bepaalt de bedragen van deze bijdragen. De nadere regels voor het innen van deze bijdragen worden door de « Office » bepaald en aan de goedkeuring van de Regering voorgelegd; ».

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 december 1983, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 5. § 1. Niemand die niet behoort tot het familiaal leefmilieu van het kind mag de hoede van kinderen van onder de twaalf jaar regelmatig organiseren zonder de « Office » voorafgaandelijk te verwittigen en zonder een kwaliteitscode voor de opvang bepaald door de Regering na advies van de « Office » in acht te nemen.

Het uitblijven van verwittiging van de « Office » zal gestraft worden met een boete van 26 tot 500 F.

De « Office » reikt een kwaliteitsattest uit aan de instellingen en diensten bedoeld bij de artikelen 2, b), en 2bis die de kwaliteitscode voor de opvang in acht nemen en die het toezicht van de « Office » aanvaarden.

Het kwaliteitsattest wordt uitgereikt binnen de dertig dagen die volgen op de aanvraag ingediend overeenkomstig de bepalingen waarin door de « Office » voorzien is. De « Office » kan het kwaliteitsattest intrekken wanneer de instelling of de dienst bedoeld bij artikel 2, b), of 2bis het toezicht weigert of de kwaliteitscode voor de opvang niet meer in acht neemt. De « Office » stuurt naar het college van Burgemeester en Schepenen van de betrokken gemeente de gegevens omtrent de instellingen of diensten waarvoor een kwaliteitsattest werd uitgereikt.

§ 2. Niemand die niet behoort tot het familiaal leefmilieu van het kind mag kinderen onder de zes jaar onder zijn hoede hebben, behalve uitzonderlijk, zonder de toestemming van de « Office » te hebben gekregen. Deze toelating dient binnen de twee maanden uitgereikt te worden. De « Office » vraagt het advies van het college van Burgemeester en Schepenen binnen de perken van de gemeentelijke bevoegdheden. Het college van Burgemeester en Schepenen brengt zijn advies uit binnen de dertig dagen die volgen op de ontvangst van deze aanvraag om advies. Bij gebrek aan antwoord binnen de bedoelde termijn, is het advies als positief geacht. De « Office » zendt afschrift van zijn beslissing naar het college van Burgemeester en Schepenen. Voor de inrichtingen voor basis- of secundair onderwijs die ingericht of gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschap is de toestemming niet vereist, noch voor de hoedediensten ingericht door de inrichtende macht van deze inrichtingen, noch voor de diensten of instellingen waarvan de lijst bepaald wordt door de Regering en die erkend zijn krachtens een decreet. Deze toestemming kan geweigerd of ingetrokken worden door de « Office » op basis van door hem bepaalde criteria, zoals vastgesteld door de Regering. Degene die een kind van minder dan zes jaar onder zijn hoede neemt in overtreding van deze paragraaf zal gestraft worden met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met een boete van 26 tot 5 000 frank of met een van deze straffen.

§ 3. Tegen de bij dit artikel als overtreding omschreven feiten kan op klacht van de « Office » een rechtsvervolgning ingesteld worden. De « Office » handelt op eigen initiatief of op aanvraag van de bevoegde minister. »

Art. 5. Artikel 6 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 december 1983, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 6. De « Office » wordt beheerd door een raad van bestuur, samengesteld uit twintig leden, benoemd door de Regering.

De leden worden gekozen onder de personen die een ervaring of kennis van de opdrachten van de « Office » genieten, waaronder maximum een derde personeelsleden of verantwoordelijken van een dienst of een instelling erkend of gesubsidieerd door de « Office », waarbij maximum een derde van de leden verkozen of benoemde politieke mandatarissen zijn.

Er worden zes leden benoemd op de voordracht van het Waalse Gewest.

Twee leden worden benoemd op de voordracht van de Franse Gemeenschapscommissie.

Is er geen voordracht door het Waalse Gewest of de Franse Gemeenschapscommissie binnen een termijn van één maand ingediend, dan vervolledigt de Regering de raad van bestuur. »

Art. 6. Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt als volgt vervangen :

« Artikel 7. § 1. De leden van de raad van bestuur worden benoemd voor een hernieuwbare periode van 5 jaar. De hoedanigheid van lid is onverenigbaar met :

- 1° de hoedanigheid van lid van een regering, ministerieel kabinet of parlamentsattaché;
- 2° de hoedanigheid van lid van een Europese, federale, gemeenschaps-, gewestelijke wetgevende vergadering en van een provincieraad;
- 3° de hoedanigheid van provinciegouverneur, arrondissementscommissaris;
- 4° de hoedanigheid van personeelslid van de « Office »;
- 5° het behoren tot een vereniging die de democratische principes geformuleerd inzonderheid in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden niet in acht neemt.

Indien een lid van de raad van bestuur ontslag neemt, sterft of afgezet wordt, kan het vervangen worden volgens dezelfde procedure als deze gevolgd voor zijn benoeming. De vervanger voltooit het mandaat van het ontslagnemend, overleden of afgezette lid.

§ 2. De Regering kan, op de voordracht van de raad van bestuur van de « Office », het lid van de raad van bestuur afzetten dat :

- 1° een handeling heeft verricht die onverenigbaar is met de opdracht van de « Office » zoals bepaald bij artikel 2;
- 2° een ernstige fout of nalatigheid heeft gepleegd tijdens de uitoefening van zijn mandaat;
- 3° zijn mandaat niet heeft uitgeoefend, zonder geldige reden, inzonderheid door meer dan drie keer opeenvolgend afwezig te zijn op de vergaderingen van de bestuursorganen waarvan het lid is;
- 4° een onverenigbare activiteit uitoefent, zoals bepaald bij § 1, lid 1, 5°.

De raad van bestuur van de « Office » hoort de betrokkene alvorens zijn afzetting aan de Regering voor te stellen.

§ 3. Ieder lid van de raad van bestuur dat een onverenigbaarheid zoals bepaald bij § 1, 1° tot 4°, aan de dag legt, wordt van rechtswege ontslagen. »

Art. 7. Artikel 16, lid 2, van hetzelfde decreet wordt door de volgende tekst vervangen :

« De scholen voor volksgezondheid van de Franse Gemeenschap worden ieder vertegenwoordigd door een lid binnen de Wetenschappelijke Raad. »

Art. 8. In hoofdstuk II van hetzelfde decreet, wordt een sectie 4 ingelast, luidend als volgt :

« Sectie 4. — Het Adviesraad

Artikel 17bis. Er wordt een Adviesraad opgericht waarvan de samenstelling door de Regering wordt vastgesteld.

Deze raad heeft tot opdracht advies uit te brengen over iedere vraag met betrekking tot de opdracht van de « Office » zoals bepaald bij artikel 2.

De adviezen worden uitgebracht, op eigen initiatief of op de aanvraag van de bevoegde minister of van de bestuursorganen. »

Art. 9. Artikel 20, § 2, van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Het toezicht van de « Office » wordt uitgeoefend door twee commissarissen, benoemd door de Regering, de ene op de voordracht van de bevoegde minister, de andere op de voordracht van de minister van Begroting.

Op de voordracht van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschapscommissie, worden door de Regering twee afgevaardigden benoemd. Deze kunnen de raad van bestuur en het bureau van de « Office » bijwonen. Ze kunnen een beroep voegen bij dat van een commissaris bedoeld bij lid 1. Het beroep van een afgevaardigde betreft beslissingen met betrekking tot het aanwenden van middelen in personeel of geld afkomstig van het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of de Franse Gemeenschapscommissie. »

Art. 10. Artikel 20 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 12 maart 1990 en 26 juni 1992, wordt vervolledigd met de volgende paragraaf :

« § 6. Binnen de « Office », kan de Regering een Fonds instellen gefinancierd overeenkomstig door hem vastgestelde bepalingen waarbij toelagen toegekend kunnen worden. »

Art. 11. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 5, 6 en 9 die op de door de Regering vastgestelde datums in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 8 februari 1999.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de
Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—
Nota

(1) *Zitting 1997-1998.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet : nr. 246-1. — Advies van de Raad van State : nr. 246-2.

Zitting 1998-1999.

Stukken van de Raad. — Commissieamendementen : nrs. 246-3 tot 246-24. — Verslag : nr. 246-25.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 26 januari 1999.